

À CAUSE DU COVID-19

La pire crise alimentaire depuis des générations est imminente

RÉSERVÉ AUX ABONNÉS

🕒 21.07.20

FAO (Food and Agriculture Organization) (/tag/FAO (Food and Agriculture Organization))

crise (/tag/crise)

coronavirus (/tag/coronavirus)

production (/tag/production)



Bari Payam, au Soudan du Sud, où la FAO a distribué des semences et des outils agricoles à une centaine de familles. © FAO

Une étude conjointe de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture et du Programme alimentaire mondial, publiée le 17 juillet 2020, identifie 27 pays comme étant menacés par une crise alimentaire à la suite du Covid-19.

L'une des causes principales, « les conflits entre les communautés au sujet des ressources naturelles ».

Une nouvelle analyse rendue publique le vendredi 17 juillet 2020 et menée par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et par le Programme alimentaire mondial (PAM) (<http://www.fao.org/3/cbo258en/CBO258EN.pdf>), liste les 27 pays les plus menacés par une **crise alimentaire** imminente en raison du **Covid-19**. Cette menace, qui pourrait intervenir dans les prochains mois, fait suite aux répercussions de la **pandémie** qui aggravent les causes préexistantes de la **faim**.

Parmi les 27 pays concernés figurent notamment l'Afghanistan, le Bangladesh, Haïti, le Venezuela, l'Irak, le Liban, la Syrie, le Burkina Faso, le Cameroun, le Liberia, le Niger, le Nigeria, le Mali, la Sierra Léone ou encore le Zimbabwe.

> À lire aussi : Sécurité alimentaire — 8,9 % de la population mondiale souffre de la faim (<https://www.lafranceagricole.fr/actualites/international/securite-alimentaire-8-9-de-la-population-mondiale-souffre-de-la-faim-1,14,2027302395.html>) (17/07/2020)

La menace d'une crise sanitaire mondiale post-Covid-19

Le directeur général de la **FAO**, QU Dongyu, précise que ces pays « à risques » se trouvaient déjà, avant la **crise sanitaire** du Covid-19, à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire et de faim aiguë en raison de « chocs et de facteurs de stress préexistants ». Il cite notamment les crises économiques, les **conditions climatiques** extrêmes, les (<https://www.lafranceagricole.fr/actualites/gestion-et-droit/securite-alimentaire-une-invasion-de-criquets-menace-lafrique-de-lest-1,11,4096909527.html>) parasites (<https://www.lafranceagricole.fr/actualites/gestion-et-droit/securite-alimentaire-une-invasion-de-criquets-menace-lafrique-de-lest-1,11,4096909527.html>), ou encore les (<https://www.lafranceagricole.fr/actualites/elevage/pandemie-non-lepidemie-humaine-de-grippe-porcine-nest-pas-anotre-porte-1,14,2011453389.html>) maladies animales (<https://www.lafranceagricole.fr/actualites/elevage/pandemie-non-lepidemie-humaine-de-grippe-porcine-nest-pas-anotre-porte-1,14,2011453389.html>).

« Nous sommes aujourd'hui en ligne de front et nous faisons les frais des effets perturbateurs du **Covid-19**, qui transforment la crise alimentaire en une **crise sanitaire** », a-t-il indiqué. « Nous ne devons pas penser qu'il s'agit d'un risque potentiel à l'avenir. Nous ne pouvons pas traiter cette question comme un problème de demain. Nous devons faire davantage pour préserver les systèmes alimentaires dès aujourd'hui », a-t-il ajouté.

> À lire aussi : Quelle agriculture en 2050 ? (<https://www.lafranceagricole.fr/actualites/monde-quelle-agriculture-en-2050-1,12,1483732595.html>) (18/02/2020)

Quatre facteurs d'aggravation

L'analyse conjointe de la FAO et du PAM relève quatre causes principales qui expliquent comment le Covid-19 tend à aggraver cette situation de **crise alimentaire** aiguë :

La baisse du niveau de l'**emploi** signifie que les ménages ont moins d'argent à dépenser pour la nourriture et que les travailleurs partis outre-mer envoient des sommes moindres à leur famille restée dans les pays en situation d'insécurité alimentaire.

Toute une série de perturbations liées à la pandémie et aux contre-mesures ont aussi des retombées importantes, et croissantes, sur la **production** et l'offre alimentaires.

La chute des recettes publiques signifie que les programmes de **sécurité sociale** comme les repas scolaires ne sont plus financés et ne sont plus en mesure de répondre aux besoins croissants.

Enfin, la pandémie contribue à multiplier les conflits entre les communautés au sujet des **ressources naturelles**, comme l'eau ou les pâturages, avec des effets perturbateurs sur la production et le secteur agricole.

La production alimentaire, « un défi sérieux »

La FAO a rendu les premières conclusions partielles de son étude menée auprès des **exploitants agricoles** des pays touchés. Des conclusions partielles qui viennent renforcer l'analyse publiée ce 17 juillet 2020 en confirmant que la **production alimentaire** « est en train de se transformer rapidement en un défi sérieux ».

L'étude explique : « Les exploitants agricoles de l'enquête ont exprimé les nombreuses difficultés qu'ils rencontrent pour accéder aux **semences**, ce qui réduit la quantité des plantations. En Haïti, 90 % des personnes interrogées s'attendent à une forte diminution de la **production céréalière**. En Colombie, plus de la moitié des éleveurs interrogés ont du mal à se procurer des **aliments** pour les animaux, et au Soudan du Sud deux tiers des personnes sur lesquelles l'enquête a été menée indiquent qu'il leur est difficile d'obtenir de l'aide pour soigner les **animaux**. »

4,7 milliards de dollars d'aides sont nécessaires

Selon la FAO, pour relever ces défis « il faut intensifier les interventions d'urgence. Les principales **campagnes agricoles**, les mouvements du **bétail** vers les **pâturages** et les sources d'eau, ainsi que la **récolte**, le traitement et le stockage des produits alimentaires ne sont pas des activités que l'on peut mettre en suspens. »

QU Dongyu, de la FAO, précise : « Le Programme alimentaire mondial a estimé à 4,7 milliards de dollars le coût de l'**aide alimentaire** nécessaire cette année, un besoin qui n'a jamais été aussi grand. Si nous agissons maintenant et que nous intensifions nos efforts, nous pouvons aider le plus de personnes possible à continuer à produire des **denrées alimentaires**, à protéger leurs moyens d'existence et à réduire leur besoin d'**aide alimentaire humanitaire**, tout en jetant les bases pour une relance résiliente ». « Il n'est pas trop tard pour prévenir la pire **crise alimentaire** depuis des générations. L'aggravation de l'**insécurité alimentaire** aiguë est évitable si nous agissons dès maintenant », a-t-il ajouté.

O.D.